

Mouvement Communiste

Lettre numéro 20
2006

février

MITTAL CONTRE ARCELOR ? UN FAUX COMBAT POUR LES OUVRIERS !

Alors que la direction du deuxième sidérurgiste mondial, Arcelor, était tranquillement au Canada en train de finaliser son OPA hostile sur un aciériste local, Dofasco, le numéro un du secteur, Mittal Steel a annoncé le 27 janvier son intention d'en lancer une sur Arcelor. Pour cela Mittal a mis sur la table 18,6 milliards d'euros, soit 27 % de plus que le prix des actions Arcelor avant l'annonce de l'opération. Le rachat toutefois ne comporte que 4,7 milliards en liquide, le reste devant être payé en actions Mittal. Outragé, Arcelor développe ses arguments par la voix de son P-DG, Guy Dollé. « *Nous ne sommes pas sur la même planète* » déclare-t-il, soulignant que les deux groupes ne partagent « *ni la même vision stratégique, ni le même modèle de développement, ni les mêmes valeurs* »

Alors que la production d'acier continue de reculer en Europe et en Amérique du nord, elle progresse à un rythme accéléré en Chine. A elle seule la production chinoise d'acier représente aujourd'hui un tiers de la production mondiale¹.

Production d'acier brut par zone (en millions de tonnes)		
	2004	2005
Europe (25)	193.4	186.4
France	20.8	19.5
CEI	113.2	112.9
Amérique du nord	134	127
Amérique du sud	45.9	45.3
Asie/Océanie hors Chine	220.7	225.4
Chine		
Chine	280.5	349.4
Monde hors Chine	765.9	757.8
Monde	1046.4	1107.2

Les deux poids lourds de l'acier

Arcelor

¹ Les chiffres utilisés dans cette lettre sont extraits des rapports des entreprises et des bilans publiés par l'« *International Iron and Steel Institute* », le syndicat professionnel mondial de l'acier.

Né de la fusion de trois grands sidérurgistes européens (l'espagnol Aceralia, le luxembourgeois Arbed et le français Usinor), Arcelor est le résultat de la crise qui a secoué la sidérurgie au long des années 1980 et 1990. Restructurations, plans sociaux et aides de l'État se sont succédés en France et dans les pays voisins. Des luttes aussi, en 1979 et 1984 qui, si elles n'ont pas sauvé les emplois, ont permis aux travailleurs d'obtenir des conditions de licenciement financièrement largement supérieures à l'ordinaire du prolétaire qui perd son emploi.

Arcelor, au 31 décembre 2005, employait environ 96 000 travailleurs dans le monde, dont la majorité en Europe (82 %). C'est en France que le groupe compte le plus de salariés, un peu moins de 30 % de son personnel. Le sidérurgiste fabrique essentiellement des aciers plats et des aciers inoxydables. Le groupe est également bien implanté en Belgique et en Espagne, avec environ 15 000 salariés dans chacun de ces pays, en Allemagne (10 000) et au Luxembourg (6 000). Il se développe également en Amérique du Sud, particulièrement au Brésil (15 000), au plus proche des mines de fer.

Arcelor a d'emblée joué la carte des produits à forte valeur ajoutée. Il est sorti des produits basiques pour se concentrer sur les aciers les plus complexes. Il détient ainsi 40 % du marché européen des aciers plats au carbone destinés à l'industrie automobile. D'où, malgré des ventes en volumes inférieures à celle de Mittal (42 contre 49,2 millions de tonnes d'acier), un chiffre d'affaires supérieur (35,9 contre 22,2 milliards de dollars). Les 96 000 salariés d'Arcelor ont une productivité supérieure (475 tonnes d'acier par salarié) aux 160 000 salariés de Mittal (250 tonnes) grâce notamment à des investissements de recherche et développement nettement supérieurs (32 euros par tonne produite chez Arcelor, 17 chez Mittal). Arcelor s'est également développé, depuis les années 1990, au Brésil pour profiter des bas salaires et surtout de la proximité des mines de fer.

Mittal Steel

Composé d'unités à faible intensité de capital, le groupe Mittal Steel, né en octobre 2004 de la fusion de LNM Holdings et d'Ispat International et du rachat de ISG, fabrique principalement (à l'exception des États-Unis) des produits plus basiques. Une conjoncture favorable – les colossaux besoins chinois d'acier – lui ont permis d'engranger des profits considérables. Mais ces marchés sont particulièrement vulnérables en cas de retournement de cycle, d'autant que Mittal a privilégié les ventes cash (au comptant) plutôt que les contrats à long terme. Une politique de vente dangereuse lorsque la tendance est à la baisse des cours. La sidérurgie chinoise commence déjà à investir le marché des produits sidérurgiques ordinaires.

Mittal Steel, 160 000 salariés, est présent en Europe (Pologne, Roumanie, Tchéquie, France, Allemagne et depuis peu Ukraine), en Amérique du Nord (depuis le rachat, il y a un an, d'ISG), en Afrique (Algérie et Afrique du Sud) ainsi qu'au Kazakhstan, au Mexique et en Indonésie. Absent du marché des aciers inox, Mittal Steel produit principalement des aciers longs et plats ordinaires. Assemblage d'unités de production fatiguées, il dispose de mines de fer au Kazakhstan, et maintenant en Ukraine, un avantage important quand le prix du minerai flambe.

Deux attitudes différentes

Paradoxalement, alors qu'Arcelor soigne ses actionnaires (État luxembourgeois 5,62 %, Corporacion JMAC BV Aristrain 3,55 %, région wallonne 2,40 % salariés 0,94 % et public 87,48 %) et distribue, lorsque les bénéfices le permettent, des dividendes copieux, Afin d'obtenir le soutien de ses actionnaires, Arcelor s'est engagé à « maximiser la création de valeur pour les actionnaires et à leur reverser 30 % des bénéfices net.

Mittal a pour priorité le développement de l'entreprise. Les bénéfices sont réinvestis en rachats d'entreprises et les dividendes réduits au minimum. Un modèle que Mittal s'est engagé à modifier après l'OPA sur Arcelor. Société familiale, Mittal Steel repose sur les capacités de

son patron, Lakshmi Mittal.

La filière inox

Face à la concurrence de la production chinoise, Arcelor, qui a privilégié un développement dans les aciers au carbone étudie actuellement la vente ou la séparation de ses activités de production d'acier inoxydable, un secteur dans lequel il n'occupe qu'une place de second rang. Une stratégie que ne renierait pas Mittal Steel, absent des inox, et pour lequel la revente de ce secteur – en cas de réussite de l'OPA, fournirait de l'argent frais. Quelle que soit l'issue du match Mittal/Arcelor, l'avenir sera difficile pour les travailleurs de la filière inox et seule la lutte permettra faire face à la nouvelle situation.

Mittal	2004	2005
expéditions (en millions de tonnes)	42,071	49,178
Chiffre d'affaires*	22,197	28,132
Bénéfice opérationnel*	6,146	4,746
Bénéfice net*	4,701	3,365
Dividende par action en dollars	7,31	4,9
Arcelor²		
expéditions** (en millions de tonnes)	43,9	42
aciers au carbone	41,8	40,4
Chiffre d'affaires*	35,922	38,82
Bénéfice opérationnel*	3,802	5,209
Bénéfice net*	2,755	4,578
Dividende par action en dollars	0,77	1,43
*millions de dollars **y compris inox		

Les réactions

Réponse du gouvernement français, patriotisme verbal... et impuissance

Les déclarations successives du ministre français de l'Économie sont symptomatiques de l'évolution des positions prises par les responsables gouvernementaux après l'annonce de l'OPA sur Arcelor. On allait entendre successivement des quasi-vociférations nationalistes, puis des protestations sur la méthode pour finir par admettre son impuissance devant les opérations de restructuration du capital : conclusion de la pièce, ce sont les actionnaires qui décident. Ce patriotisme économique avait déjà fait des siennes, à l'occasion des rumeurs de rachat qui avaient couru l'an dernier, touchant le géant de l'agroalimentaire, Danone, puis Eramet, un acteur important des marchés du nickel et du manganèse.

« *Je suis très surpris de la façon de procéder qui ne correspond pas aux façons modernes* », avait tout d'abord déclaré Thierry Breton, étonné de ne pas avoir été consulté. Il renchérisait, soulignant qu'il n'y avait « *pas non plus d'information sur le fait que les cultures des deux groupes pourraient fonctionner et vivre ensemble* » ni « *aucune analyse pour savoir si le groupe qui pourrait résulter d'une telle opération pourrait avoir des systèmes de gou-*

² Les résultats d'Arcelor, publiés en euros ont été convertis au cours du dollar du 15 février 2006.

vernance compatibles ». Pourtant, il allait concéder, qu'« *in fine, ce sont les actionnaires qui décideront* ». Il précisait d'ailleurs son vrai rôle : « *je dois veiller aux procédures* », c'est-à-dire « *à ce que, si l'OPA échoue ou si elle aboutit à une méga fusion, ceci se passe de la meilleure façon possible* ». « *Je suis fondé à exprimer ma position. Non pour dire je suis pour ou contre. Le ministre de l'Économie n'a pas à le dire* », mais « *il a le devoir de se faire entendre lorsque cela concerne les intérêts nationaux et les intérêts économiques* », soulignait-il, désavouant le ministre délégué à l'Industrie François Loos, qui avait déclaré que la France était « *opposée au succès* » de l'OPA de Mittal Steel.

Thierry Breton s'était démarqué de cette prise de position, en soulignant peu après que « *c'est la vie normale des affaires que des entreprises discutent, se rapprochent* », et que si la France avait son « *mot à dire* » en tant que « *partie prenante* », « *ce sont les actionnaires qui vont décider* ». Se souvenant que l'Inde est un important partenaire commercial, il déplorait même les références à la nationalité indienne du patron de Mittal Steel, Lakshmi Mittal. « *Nous n'avons pas à nous occuper de la nationalité des actionnaires. En l'occurrence, il s'agit de deux entreprises européennes. La France a les meilleures relations avec l'Inde. Cette affaire ne concerne ni directement ni indirectement l'Inde* », soulignait-il.

L'évolution de Thierry Breton était significative des positions prises par ses collègues européens qui, après s'être dressés sur leurs ergots, s'inclinaient devant la réalité économique. Mittal, jouant le jeu de la politique, faisait un tour d'Europe pour vendre son projet, rencontrant les responsables politiques en France, en Espagne, en Belgique et au Luxembourg, plus bien sûr les responsables de la concurrence de l'Union européenne.

Les anti-mondialistes se lâchent

La bataille de l'acier allait permettre aux défenseurs du capitalisme national d'exprimer leur critique radicale du capitalisme étranger. « *L'OPA de Mittal sur Arcelor est une leçon de choses : voilà engloutis les 200 milliards de francs consacrés dans les années 1970 et 1980 à la restructuration de la sidérurgie française ! Voilà ridiculisée la soi-disant "européanisation" du groupe français Usinor, transformé en 2002 en société luxembourgeoise après fusion avec l'espagnol Aceralia et le luxembourgeois ARBED !* », s'est exclamé Chevènement, affirmant que c'était « *le groupe allemand ThyssenKrupp qui fournissait à Mittal la trésorerie de ce raid boursier* ». (Du délire, ThyssenKrupp n'avait pas pu suivre lorsque Arcelor avait surenchéri pour acheter Dofasco). Une position partagée par Le Pen qui considère que « *le patriotisme économique aurait consisté à conserver un pôle français de l'acier, au lieu de le sacrifier (comme tout le reste) sur l'autel de la construction européenne* ». Quant au PCF, il réclame l'intervention de l'État... luxembourgeois. Il a demandé que le Luxembourg, qui dispose encore d'une participation dans Arcelor, mette son veto à la tentative d'OPA de Mittal Steel. L'État français devant, de son côté, prendre une participation significative dans le capital d'Arcelor et agir pour une réorientation des choix de gestion du groupe.

Réaction belge

En Belgique, la région wallonne, majoritairement socialiste, actionnaire d'Arcelor à hauteur de 2,5 %, avait déjà annoncé son intention de vendre et de réaliser ses actifs. Ce dernier désengagement « libéral » de l'État « social » était justifié par la nécessité de financer le « Plan Marshall pour la Wallonie », nouveau gadget de restructuration de l'industrie. Et donc, l'OPA de Mittal, si elle fait monter l'action Arcelor, arrange très bien les finances de l'État socialo-wallon qui, du coup, met un bémol à son protectionnisme habituel. Étant vendeur, la situation actuelle pourrait lui être bénéfique et, en cette matière, l'idéologie ne tient pas devant les fi-

nances de l'État.

Les syndicats, patriotes d'entreprises forcenés

Les syndicats dans leur quasi-unanimité se sont rangés chacun derrière leur patron. C'est une constante dans ce type de situation, aussi contestataires qu'ils aient pu être auparavant, quand les intérêts fondamentaux de l'entreprise sont en cause, c'est l'union sacrée, patron et syndicats, même combat.

En France, la réaction à l'OPA est immédiate. La CGT d'Arcelor, qui était engagée dans une campagne protestataire sur la politique salariale de l'entreprise, et du rachat du sidérurgiste canadien Dofasco, estimant que cela ne faisait que « *poursuivre une politique d'abandon des industries performantes en France et en Europe* », une stratégie selon elle « *dangereuse au plan social* », abandonnait ce créneau pour se ranger sous la bannière de l'intérêt de l'entreprise face à Mittal.

La CGT-Métallurgie demande aussitôt au gouvernement Villepin de « *faire preuve de fermeté* » dans le dossier Arcelor pour qu'une « *nouvelle branche d'activité de notre industrie ne parte à l'étranger* ». La CFDT n'est pas en reste : « *Lakshmi Mittal est le seul maître à bord de son empire. Il n'existe aucune stratégie d'ensemble. Avant d'être industrielle, sa motivation est financière* », détaille la CFDT. « *Tout sépare Arcelor et Mittal Steel* », ajoute le syndicat, qui vante la « *culture d'entreprise* » d'Arcelor, avec un « *dialogue social de qualité* » et des restructurations « *menées de façon responsable* », mais que la CFDT affirme tout de même combattre. Un message entendu par la direction : « *Au cours des prochains mois, nous devons garder notre sang-froid, tout en restant déterminés* », a déclaré le P-DG d'Arcelor dans un message aux collaborateurs.

En Lorraine, se trouve l'aciérie électrique Mittal Steel de Gandrange (Moselle). En 1999, Usinor, propriétaire du site et futur Arcelor, devait choisir : « *Fermer le site ou vendre au franc symbolique* », se rappelle Gérard Loparelli, délégué CGT. L'usine est alors cédée au groupe Ispat, qui deviendra Mittal Steel. Des 14 000 salariés dans les années 1970, il n'en restait alors qu'un petit millier. Six ans plus tard, Gérard Loparelli se félicite : si le nombre des salariés est resté identique (près de 1 000), la moyenne d'âge a baissé grâce à des embauches. « *On devrait avoir disparu, être morts et enterrés. Le statut de sidérurgiste est resté intact. Et aujourd'hui, les résultats sont restaurés* », dit Gérard Loparelli. Pour « *fidéliser* » les jeunes recrues, des augmentations de salaires de 150 à 200 euros ont été octroyées en 2005. « *Avant, on était très mal payés, la lanterne rouge d'Usinor, résume Gérard Loparelli. Aujourd'hui, c'est mieux.* »

« *C'est sous l'égide de Dollé, avec Francis Mer (ancien président d'Arcelor), qu'on avait été vendus à Mittal* », rappelle Jacky Bernard, militant CFDT. « *Il est mal placé pour parler des questions sociales. Il est l'un des fossoyeurs de la sidérurgie* », estime Xavier Phan Dihn, délégué CGT. Malgré tout, Georges Muschiati, le secrétaire général de la CGT de Sollac à Florange (Arcelor) attend que les dirigeants d'Arcelor se battent pour conserver leur indépendance et que l'État intervienne. La CGT a beau dénoncer la suppression de 1 500 emplois d'ici à 2010, elle préfère Arcelor à Mittal. Ici, on connaît de longue date Arcelor : « *On tient à notre modèle social* », insiste Pierre Coletti, élu CFDT du comité d'entreprise européen d'Arcelor : « *Arcelor n'a que quatre ans, et est issu de trois cultures différentes. Et pourtant, le groupe a réussi à prendre le meilleur de chaque culture pour construire un vrai dialogue social, avec des avancées significatives en termes de sécurité au travail, de formation. Trois salariés siègent au conseil d'administration. À Arcelor, le dialogue social n'est pas un vain*

mot. Chez Mittal, rien de tout cela n'existe. » Encore une fois, chaque patron peut compter sur le soutien de ses syndicats.

Un salarié de Mittal met toutefois les deux sidérurgistes dans le même panier : « *C'est une bataille de cols blancs. Leurs raisonnements sont les mêmes et si l'un ou l'autre devait mettre 300 personnes dehors, il le ferait de la même façon* ».

En Espagne aussi, où Arcelor emploie 15 000 travailleurs sur 18 sites, les syndicats ont demandé au gouvernement espagnol de « *mettre en oeuvre tous les moyens juridiques et administratifs pour faire échouer* » le projet de Mittal. Selon eux, il s'agit essentiellement d'une opération financière sans projet industriel. Les Commissions ouvrières (CCOO, proche de la CGT) affirment : « *Nous ne sommes pas fiers de notre gouvernement qui a adopté une position timide* », contrairement à la ferme opposition affichée par les gouvernements français et luxembourgeois à l'offre hostile du numéro un mondial de l'acier.

Aux États-Unis, Marco Trbovitch, porte-parole du syndicat United Steelworkers of America (USW), qui représente les employés du groupe Mittal, se range fermement derrière son employeur. Leo Gerard, président de l'USW, affirme soutenir l'OPA comme il avait soutenu le rachat d'ISG. « *La sidérurgie a besoin de plus de concentration* », souligne Gerard, notant qu'il n'y a pas trop de métaux mais trop d'aciéristes. Par contre, le syndicat Independent Steelworkers Union, qui représente les ouvriers de l'aciérie Weirton, rappelle que Mittal a annoncé, fin décembre, la fermeture de plusieurs installations et la suppression de 950 postes à l'usine de Weirton, en Virginie occidentale, près de la moitié de l'effectif. « *Ces fermetures n'étaient pas prévues au moment du rachat* », affirme Mark Glyptis, président du syndicat. « *Ils avaient affirmé qu'ils rachetaient l'entreprise pour la faire tourner, pas pour fermer des usines* »

En Belgique, les syndicats à majorité socialiste dans le sud du pays (FGTB) sont brusquement moins velléitaires et plus attentistes que d'habitude, ils en deviendraient presque indifférents. Bien entendu, le discours est contre le « *mauvais* » capital, celui de la « *finance* » et contre « *cette grande partie de poker* » (Syndicats n° 3, février 2006), pour affirmer « *une totale méfiance* », et regretter la grande époque du XIX^e siècle où des industriels « *étrangers* », comme John Cockerill, avaient « *la trempe* » d'investir dans le secteur sidérurgique ! « *Le plus urgent, à l'heure actuelle, dans ce combat induit par une mondialisation sauvage (!!!!), est d'avoir une stratégie industrielle cohérente et clairement définie par les producteurs d'acier en vue d'accroître leur compétitivité et par-là même d'assurer la pérennité d'un ancrage européen et de l'emploi.* » (Responsables syndicats FGTB –METAL).

Enfin, à la veille des élections et dans un climat « *affairiste* », ils se plaignent de leurs camarades socialistes : « *Que cela serve de leçon à tous ceux qui voulait "vendre", au nom du marché, une démarche intellectuellement compréhensible pour un ministre libéral, mais dure à avaler quand elle était prônée par des responsables politiques disons plus à gauche. Le contrôle de l'économie par le politique n'est plus à la mode néo-libérale ou néo-socialiste : cela reste le meilleur moyen de protéger l'emploi quand les choses tournent mal.* » (Syndicats n° 3). En résumé, la banalité de la gauche du capital : vive l'interventionnisme et le protectionnisme... lorsque ça tourne mal !

Centralisation des moyens de production

Contrairement au schéma aveuglant de ceux qui défendent, contre toute évidence, que le capitalisme tend à créer des monopoles qui dominent le monde de leur puissance, sans tenir compte des périodes, de l'évolution des marchés et du redéploiement du capital, la sidérurgie, comme bien d'autres secteurs, n'a pas suivi une courbe de centralisation permanente.

Une fusion Mittal/Arcelor créerait un aciériste avec 115 millions de tonnes d'acier de capacité de production annuelle, trois fois plus que son concurrent le plus proche ou autant que les capacités combinées des quatre autres sidérurgistes les plus importants. Toutefois, la nouvelle société ne représenterait pas plus de 11 % de la production mondiale d'acier.

La production mondiale d'acier est en effet encore très fragmentée aujourd'hui, malgré les restructurations et les fusions, qui agitent à nouveau le secteur depuis le début du XXI^e siècle, et dont Arcelor est un exemple. Comme le rappelaient Dollé et Mittal, les cinq plus gros aciéristes ne produisent que 17 % de l'acier mondial, les dix premiers (voir tableau) juste 25 % et les quarante plus importants moins de 40 %.

Les principaux fabricants d'acier (chiffres 2004, sauf Mittal et Arcelor, 2005)

Producteur	Pays	Millions de tonnes	CA (millions de \$)	Effectifs
Mittal	Pays-Bas	49	28 132	160 000
Arcelor	Luxembourg	43	38 820	94 600
Nippon Steel	Japon	30	31 537	20 432
JFE Holding	Japon	27	26 088	14 500
Posco	Corée du sud	30	20 929	19 377
BaoSteel	Chine	20	19 543	94 231
US Steel	USA	20	14 108	48 000
Corus	Pays-Bas/Royaume-Uni	19	17 099	48 300
Nucor	USA	17	12 700	11 000
ThyssenKrupp	Allemagne	15	9 100	32 000
Total		270		

Face à ces nains, cinq constructeurs automobiles représentent plus de la moitié de la production mondiale et trois entreprises minières (CVRD, BHP Billiton et Rio Tinto) tiennent les trois quarts des ventes de minerai de fer. Ce mouvement de concentration n'est cependant pas une tendance inéluctable. Née à l'orée du XX^e siècle de la fusion d'une dizaine de sidérurgistes, US Steel fut la 1^{re} entreprise de plus d'un milliard de dollars de capitalisation. Elle produisait alors 67 % de l'acier des États-Unis, un quart de l'acier mondial, plus que tout le Royaume-Uni. Sa part de la production américaine allait cependant rétrécir régulièrement et l'ancien géant n'est plus aujourd'hui que le 8^e aciériste mondial. Les différents pays d'une certaine taille ont nourri chacun un champion national (à l'exemple des pays à économie étatisée comme l'ex-URSS ou les pays de l'Europe de l'Est), concourant ainsi à la fragmentation du secteur.

Il y a une trentaine d'années, le nouveau modèle dans la sidérurgie était représenté par de petites unités s'appuyant sur des fours électriques³ rendant obsolète l'économie d'échelle des hauts fourneaux géants. Mais ce modèle, représenté par Nucor aux États-Unis et par Lucchini et les Bresciani en Italie, est à son tour passé de mode et la tendance actuelle est à la recherche de la taille critique soit, pour un aciériste, 100 millions de tonnes de capacité.

3. L'acier liquide est élaboré à partir du minerai (filrière fonte) ou à partir de ferrailles (filrière électrique). Ensuite, l'acier liquide est solidifié par moulage dans une machine de **coulée continue**. À la sortie, on obtient les **demi-produits** : des barres de section rectangulaire (brames) ou carrée (blooms ou billettes), qui sont les ébauches des formes finales. Enfin, les ébauches sont transformées en **produits finis** par laminage, dont certains subissent un traitement thermique.

Restructurations et licenciements, l'acier se forge dans les crises

En crise depuis la baisse de la demande faisant suite à la faste période de la reconstruction de l'après-guerre, la sidérurgie française, qui comptait 174 000 salariés en 1974, se retrouve en 1979 avec un endettement supérieur à son chiffre d'affaires. Elle est quasiment nationalisée par le gouvernement Barre en 1978. Le plan de restructuration de 1979, qui comprend 20 000 licenciements, est mal reçu par les ouvriers. Les débrayages syndicaux de 24 heures et les journées ville morte, dans l'Est et dans le Nord, ne réussiront pas à endiguer la colère. Des émeutes éclatent, principalement à Denain et à Longwy. C'est grâce à cette combativité montante que les ouvriers ont obtenu des conditions de départ bien meilleures que ce qui était prévu à l'origine.

Si l'État et les industriels ne reculent pas sur le plan de restructuration, ils vont être obligés de payer les licenciements au prix fort : 50 000 francs de prime de départ (une somme conséquente à l'époque) retraites anticipées à 50 ans et « invention » du licenciement économique, grâce auquel le salarié licencié touchait des indemnités proches de son salaire précédent. En 1981, l'État prend le contrôle d'Usinor et Sacilor, qui fusionnent en 1987 après de nouvelles vagues de restructurations. Le nombre de salariés du groupe tombe de 160 000 en 1974 à 93 600 en 1984 et à 44 600 en 1995. Dans le même temps, la productivité s'envole : 7,2 heures pour produire 1 tonne d'acier en 1982, 5,1 heures en 1986, 3,1 en 1993 et 2,6 en 1995.

Quel que soit l'employeur, il y a toujours des compressions d'effectifs accompagnant les restructurations. Étatiques ou privées, familiales ou cotées, fusionnées ou pas, seul un rapport de force favorable peut permettre aux travailleurs de limiter les dégâts.

Si Arcelor est le produit d'une vague de restructurations successives, Mittal a fait le chemin inverse. Des rachats successifs à bon marché d'aciéristes en crise lui ont permis d'atteindre sa taille actuelle. Mittal s'est fait une spécialité de récupérer et de restructurer les gigantesques aciéries devenues obsolètes, vestiges de l'économie étatisée (Pays de l'Est, Algérie...). Rachetées à bas prix, souvent déjà débarrassées par l'État patron de la main-d'œuvre jugée excédentaire, les aciéries ont été modernisées et intégrées à son empire. Plutôt que de licencier, Mittal met sur la table des primes de départ conséquentes, par exemple 25 mois de salaire pour faire partir 1 700 salariés à Ostrava en République tchèque. En Roumanie, Mittal Steel a viré 17 000 ouvriers sur 27 000. Dans la plupart des cas, il s'agissait de départs volontaires, avec quelques milliers d'euros de prime. Une somme quand le salaire moyen avoisine les 150 euros. Une méthode qui rappelle celle utilisée par les prédécesseurs d'Arcelor. Mais les restructurations sont loin d'être terminées, et Dollé a beau jeu de dénoncer le plan de restructuration, annoncé par Mittal Steel, qui porte sur 46 000 postes de travail (sur 164 000). Il y a 30 ans, Usinor/Sacilor comptait 160 000 salariés, Arcelor n'en emploie plus que 27 000 dans l'hexagone.

Ne pas rester passifs face aux opérations des capitalistes

Force est d'abord de constater que les capitalistes sont très en avance sur la classe ouvrière quand il s'agit de concentrer leurs forces. La direction d'Arcelor et son conseil d'administration comprennent des dirigeants de différentes nationalités, Luxembourg, Espagne, France, Belgique, Brésil et autres. Bien plus, l'ensemble des dirigeants du secteur, malgré les divergences importantes qui les opposent, a été capable de se réunir début février à Paris, sous les auspices de leur organisation professionnelle, l'IISI. Se sont côtoyés, non seulement les patrons de Mittal et Arcelor, mais aussi les Japonais de JFE et Nippon Steel, les Coréens de Posco et de nombreux autres de second plan. Face aux patrons, les ouvriers de la sidérurgie de l'Est de la France, qui se connaissent, ayant appartenu à la même entreprise, n'ont pas encore été capables d'élaborer une politique commune de défense de leurs intérêts immédiats.

Face à une centralisation qui avance – l'opération Mittal/Arcelor n'est pas la dernière du genre –, une réflexion en commun est le préalable indispensable à une défense commune face aux conséquences de cette réorganisation permanente du secteur. Le problème n'est pas la constitution d'un ensemble plus important. Au contraire, la constitution d'une entreprise de plus de 250 000 travailleurs pourrait donner aux travailleurs une force supérieure, s'ils se montrent capables de s'unir. Le changement de patron n'est pas non plus un drame pour les ouvriers. Arcelor, dont les méthodes sont vantées par la majorité des représentants syndicaux, n'a jamais hésité à restructurer et à licencier. Usinor est même né d'un vaste plan de restructurations, qui a vu la sidérurgie abandonner ses bassins historiques en Lorraine et dans le Nord de la France, ou à Liège en Belgique. Les syndicats d'Arcelor, qui dénoncent à juste titre les méthodes de Mittal, oublieraient-ils le plan social en vigueur actuellement dans leur propre entreprise ?

Seule une lutte déterminée pourra limiter les conséquences. Que l'OPA aille à son terme ou pas, fermetures et licenciements continueront. Dans les deux cas, Mittal ou Arcelor, relayés par les syndicats, appelleront leurs salariés à plus de sacrifices.

Empêtrés dans des conceptions archaïques et réactionnaires, les syndicats se retrouvent incapables de remplir leur rôle de défense des conditions de vie des travailleurs ; chaque syndicat est lié et doit son existence à son employeur, aux revenus qui en découlent et aux subsides de l'État. Face à des capitalistes qui, lorsque c'est leur intérêt, ne s'embarrassent plus des obstacles à leur développement que sont les frontières ou les États nations, ils sont juste capables de dénoncer « l'invasion étrangère » et d'implorer l'intervention de l'État pour défendre le « patrimoine national ». Pire, ils demandent aux ouvriers de se ranger sous la bannière du patron pour défendre leur entreprise face aux assauts du prédateur étranger. Or, quelle que soit l'issue de l'OPA, les restructurations qui s'annoncent dans la sidérurgie ne se feront pas sans suppressions d'emplois. Après l'embellie de ces dernières années, les dirigeants des aciéries vont encore appeler à des sacrifices. Au nom de la défense de l'indépendance de l'entreprise, du combat contre la concurrence des sidérurgistes chinois ou autres, les nouveaux ou les anciens patrons, avec le soutien critique des syndicats, justifieront les nouveaux plans de restructuration et les nouvelles vagues de licenciement.

Malheur aux travailleurs qui lieraient leur sort à celui de « leur » entreprise, de « leur » patron présent ou à venir, et qui sacrifieraient la défense de leur intérêt à la défense de l'entreprise ou de l'intérêt national. Dans un contexte où les travailleurs ne sont pas encore en situation d'engager la lutte pour la destruction de l'exploitation capitaliste, ce qui est primordial, sans perdre de vue l'objectif, ce sont les conditions de travail, le niveau de vie, et l'assurance que, si les capitalistes décident que leur travail est devenu inutile, ils continueront d'avoir ce qui leur est nécessaire pour vivre, même sans travailler. Les travailleurs doivent se battre pour ne pas faire les frais des conséquences du développement et des aléas du mode de production capitaliste.

Se laisser imposer le choix entre Arcelor et Mittal est une impasse. Le choix fondamental pour la classe ouvrière est soit la lutte contre l'ensemble du système d'exploitation, soit la résignation qui conduit à choisir son exploiteur.

Patriotisme économique : l'Etat contre attaque

Le projet annoncé par le producteur d'énergie italien Enel d'OPA sur le groupe Suez va déclencher une riposte rapide de l'Etat français. Fusion entre Suez et le gazier GDF qui appartient à 70 % à l'Etat. Berlusconi, dénonce le protectionnisme à la française. La gauche et les syndicats (pas ceux de Suez cependant), qui avaient dénoncé l'impuissance de l'Etat pendant

l'OPA sur Arcelor, critiquent cette fois le démantèlement du grand pôle énergie nationalisé.

Surpris, les responsables syndicaux vont réagir en ordre dispersé. Les syndicats de Suez et de GDF ont spontanément adopté des positions différentes. Ceux de Suez - dont la CFDT et FO - ont affiché leur préférence pour une fusion plutôt qu'une OPA d'Enel alors que ceux de GDF rejettent la privatisation de leur entreprise. L'administrateur CGT de Suez a voté pour la fusion lors d'un conseil d'administration vendredi soir, avant de se rallier à la position confédérale lundi matin et de s'opposer au projet. Le délégué CFDT de Suez, Bernard Larribaud, a déclaré être favorable au projet de fusion avec Gaz de France, qui évite le démantèlement du groupe tout en regrettant une absence de vision sociale. La CGT organise des assemblées générales et prend contact avec la Confédération européenne des syndicats alors que la fédération SUD-Energie a envisagé dès lundi un appel à cesser le travail.

La prompt réaction de l'Etat appelée de leurs vœux par les syndicats et la gauche du capital dans le cas de l'attaque « étrangère » contre Arcelor ne passe pas. Mais ce n'est pas parce que Enel est italien mais pour défendre le sacro-saint statut des salariés de GDF.

Pour le parti écologiste belge, Ecolo « *la dimension stratégique du dossier est cependant totalement négligée par le gouvernement* ». Les verts belges, qui stigmatisent le laisser-faire de leurs autorités, dénoncent la main mise sur l'énergie nationale par des méga-groupes et surtout par l'Etat français, défenseur du nucléaire ! Argument inverse d'Olivier Barrault, administrateur CGT de Gaz de France, qui dénonce « *un scandale* » qui met « *la sécurité des approvisionnements énergétiques de la France entre les mains des actionnaires belges* » (la banque belge Société Générale est actionnaire de Suez). A bas l'impérialisme belge, nouveau cri de ralliement des défenseurs de l'Etat français.

Pour Arlette Laguiller, porte-parole de Lutte ouvrière, « *derrière tout cela, il faut dénoncer aussi le risque de suppressions d'emplois des salariés qui entraînera la dégradation des activités de service public qu'assure GDF, mais aussi l'augmentation des tarifs, toutes choses dont pâtiront les usagers* ». « *Cette fusion entraînera inévitablement une augmentation importante des prix du gaz pour les usagers* », car « *c'est la loi du profit maximum pour les actionnaires qui va s'appliquer* », renchérit la LCR. C'est ce même intérêt général qu'invoque Alain Bocquet, président du groupe communiste et républicain (PCF) de l'Assemblée nationale, qui demande « *l'abandon immédiat* » du projet de fusion « *contraire à l'intérêt des 200.000 salariés des deux groupes et à celui des millions d'usagers du gaz, de l'électricité et de l'eau . Cette opération d'absorption-privatisation, décidée en catimini, consacrerait un grave affaiblissement de la maîtrise publique sur l'énergie, une fuite en avant dans une concurrence incohérente et nuisible avec EDF, ainsi qu'un renforcement de la pression usurière des marchés financiers* ».

Comme si EDF et GDF ne se privaient pas pour augmenter des tarifs qui, comme le soulignent les gauchistes, sont bien plus élevés pour les particuliers que pour les industriels. Et comme si les entreprises publiques d'énergie ne coupaient pas le courant à ceux qui n'ont pas les moyens de payer.

Bruxelles-Paris, le 28 février 2006

Pour toute correspondance écrire, sans autre mention, à : BP 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique. Consulter le site Internet de <i>Mouvement Communiste</i> : www.mouvement-communiste.com
